

## Obligations de service public

Le Parlement européen a adopté, le 10 mai dernier en deuxième lecture, le rapport de Erik Meiyer (GUE/NGL, Pays-Bas) sur le projet de règlement relatif aux obligations de service public de transport de voyageurs par chemin de fer ou par route (dit règlement OSP, ou obligations de service public). A quelques aménagements près, négociés avec le Conseil, ce rapport suit l'ensemble du compromis auquel était parvenu le Conseil en juin 2006 (voir bulletin 198/199).

Les principaux amendements apportés concernent, notamment : la possibilité d'intégrer le transport par voie maritime nationale dans un réseau de transport public de voyageurs (art. 1.2) ; la définition simplifiée de l'opérateur interne "une entité juridiquement distincte sur laquelle l'autorité compétente exerce un contrôle complet et analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services" (art.2) ; le fait que les contrats établissent à l'avance la nature et l'ampleur de tous droits exclusifs accordés ; la sous-traitance : "en cas de sous-traitance, l'opérateur [...] est tenu d'exécuter lui-même une partie importante du service public", mais "un contrat [...] couvrant en même temps la conception, l'établissement et le fonctionnement de services publics de transport de voyageurs peut autoriser la sous-traitance complète de l'exécution de ces services" (art. 4), les seuils des petits contrats permettant à une entreprise de recevoir un contrat de service public sans passer par une procédure d'appel d'offres : 23 véhicules, 2 millions d'euros et/ou 600 000 km annuels (au lieu de 1,7 millions d'euros et 500 000 km) ; la nécessité "que les décisions prises puissent être révisées efficacement et rapidement, sur demande de toute personne ayant ou ayant eu intérêt à obtenir un contrat particulier ou ayant été, ou pouvant être, lésée par une infraction alléguée au motif que lesdites décisions sont contraires au droit communautaire ou aux règles nationales d'exécution de celui-ci" (art.5) ; l'entrée en vigueur du règlement deux ans après sa publication et suivi d'un période d'application de dix ans (au lieu de 3 et 12 ans) (art. 8).

Le règlement, déposé en juillet 2000 par la Commission, devrait être rapidement adopté.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?Type=TA&Reference=P6-TA-2007-0174&language=FR>

## Logement

Le Parlement européen a adopté, le 10 mai dernier, le rapport de Alfonso Andria (ALDE, Italie) sur "le logement social et la politique régionale". Ce rapport met l'accent sur l'importance des politiques du logement dans la mise en oeuvre de la cohésion de l'Union européenne et prône un rapport dynamique entre le niveau communautaire et les autres niveaux de responsabilité. Il demande à la Commission, notamment : de prendre une initiative pour une déclaration européenne sur le logement à partir de la charte adoptée par l'intergroupe urban-logement du Parlement en avril 2006 ; de préparer une étude sur la répartition des compétences et des responsabilités entre les niveaux nationaux, régionaux et locaux, ainsi que sur le cadre juridique en matière de logement dans tous les Etats membres, "cette étude permettrait de prendre des décisions conscientes ainsi que d'identifier les possibles champs d'action de l'Union européenne .../...

## Public service obligations

The European Parliament adopted, on 10<sup>th</sup> May, at its second reading, the report by Erik Meiyer (GUE/NGL, The Netherlands) on the draft Regulation concerning public service obligations in passenger transport by rail or road (known as PSO regulation, or public service obligations). Except for a few alterations, negotiated with the Council, this report takes up the totality of the compromise that the Council had arrived at in June 2006 (see bulletin 198/199).

The major amendments that have been made concern, in particular: the possibility of including national maritime transport within the passenger public transport network (art 1.2); the simplified definition of the internal operator "a legally distinct entity over which a competent authority exercises control similar to that exercised over its own departments" (art.2); the fact that contracts lay out, in advance, the nature and extent of any exclusive rights granted; subcontracting: "in the event of subcontracting, the operator [...] is required to perform a major part of the public passenger transport services itself.", but "a contract [...] covering, at the same time, the design, the set up and the operation of public passenger transport services may grant full subcontracting for the operation of those services" (art 4); the thresholds for small contracts enabling a company to be granted public service contract directly without calls for tender: 23 vehicles, 2 million euros and/or 600 000 annual km (instead of 1.7 million euros and 500 000 km respectively); need "for necessary measures to ensure that decisions taken may be reviewed, effectively and rapidly, at the request of any person having or having had an interest in obtaining a particular contract and who has been or who is likely to be harmed by an alleged infringement, on the grounds that such decisions have infringed Community law or national rules on the implementation of that law" (art.5); the entry into force of the regulation, two years after its publication and followed by a period of application of ten years (instead of 3 and 12 years respectively) (art 8).

The regulation, which was submitted by the Commission in July 2000, should be adopted without delay.

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?Type=TA&Reference=P6-TA-2007-0174&language=EN>

## Housing

The European Parliament, on May 10, adopted the report by Alfonso Andria (ALDE, Italy) on "social housing and regional policy". This report stresses the importance of housing policies in the implementation of the cohesion of the European Union and, advocates a dynamic relationship between the Community and the other levels of responsibility. It calls on the Commission to, in particular: take an initiative for a European declaration on housing, to be drawn from the charter adopted by the joint urban-housing inter-group of the Parliament, in April 2006; prepare a study on the allocation of competences and responsibilities between the national, regional and local levels, as well as on the legal framework regarding housing in all Member States, "this study would make it possible to take decisions knowingly as well as to identify the possible spheres of action of the European Union .../...

en faveur du logement afin d'assurer une véritable valeur ajoutée des mesures communautaires".

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?Type=TA&Reference=P6-TA-2007-0183&language=FR>

---

## Accord "ciel ouvert" UE/USA

Le 30 avril dernier un accord "ciel ouvert" a été signé entre l'Union européenne et les Etats Unis qui marque une étape de la libéralisation du transport aérien transatlantique. Il permet, notamment : à l'ensemble des compagnies aériennes européennes d'opérer des vols depuis toutes les villes européennes vers toutes les villes américaines et au delà vers des Etats tiers sans repasser par l'UE ; à des compagnies européennes d'acquérir 50% du capital des compagnies américaines et 25% des actions avec droit de vote ; aux Européens de limiter les investissements américains dans les compagnies européennes à 25% (au lieu de 49,9%). Son entrée en vigueur est fixée au 30 mars 2008.

Mais cet accord est déséquilibré, puisqu'il interdit aux compagnies aériennes européennes d'effectuer des vols entre villes américaines ("cabotage"), alors qu'il l'autorise en Europe pour les compagnies américaines. Cette question est reportée à une deuxième étape de négociations en vue d'une ouverture plus poussée du transport aérien transatlantique qui doit débiter fin mai 2008 et qui concernera également l'abandon total de l'obligation de "voler américain" pour les fonctionnaires gouvernementaux. Si ces négociations n'aboutissaient pas au bout de douze mois, le premier accord pourrait être remis en cause. Voir aussi bulletin 117.

---

## Services sociaux d'intérêt général

A la suite de débats assez houleux au sein de la commission marché intérieur du Parlement européen plusieurs amendements ont été apportés, le 8 mai dernier, au rapport d'initiative sur les services sociaux d'intérêt général (SSIG) de Bernadette Vergnaud (PSE, France) qui aboutissent à ce que le rapport "invite la Commission européenne à soumettre au Parlement une proposition pour réintroduire les services de santé dans la directive services et une proposition pour codifier la jurisprudence de la Cour de justice sur les droits des patients". Alors que c'est à la demande du Parlement que les services sociaux avaient été exclus de la directive services, cette démarche a provoqué la colère de la rapporteure. Elle divise aussi profondément le groupe PPE dont certains députés ont fait alliance avec le groupe des députés libéraux (ALDE) et celui de la gauche unitaire (UEN) pour obtenir ce résultat. Le Parlement devrait se prononcer en plénière le 24 mai prochain.

---

## Services postaux

Le Comité économique et social européen (CESE) a adopté, le 26 avril dernier son avis sur la proposition de directive relative à l'achèvement du marché intérieur des services postaux de l'UE. "Le CESE estime que les éléments fournis par la Commission à l'appui de son projet [d'ouverture totale du marché postal au 1er janvier 2009] ne permettent pas de garantir avec la sécurité indispensable le financement durable du service universel dans chacun des Etats membres". Il demande de "prolonger l'actuelle directive et de prévoir une éventuelle libéralisation complète du secteur postal au 1er janvier 2012 sous réserve que d'ici là des propositions de financement crédibles apportant une valeur ajoutée par rapport au secteur réservé, aient été trouvées en étroite concertation avec toutes les parties concernées".

in favour of housing in order to ensure a genuine added value of Community measures".

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?Type=TA&Reference=P6-TA-2007-0183&language=EN>

---

## EU/USA "open sky" agreement

On 30<sup>th</sup> April an "open sky" agreement was signed between the European Union and the United States marking a step in the liberalisation of transatlantic air transport. It, in particular, allows: all European airlines to operate flights from any point in Europe to any point in America and beyond that, to any point in a third country without going back through the EU again; European companies to acquire up to 50% of the capital in American companies and 25% of the shares with voting rights; Europeans airlines to restrict American investments in European companies to 25% (instead of the current 49,9%). The agreement will become effective starting from 30<sup>th</sup> March, 2008.

However, this agreement is rather unbalanced since it precludes European airline companies from making flights between American cities ("cabotage"), whereas it authorises such flights in Europe for American companies. This issue is deferred to the second stage of negotiations, slated for end of May 2008, with the aim for a much wider opening of transatlantic air transport, and which will also deal with the issue of complete withdrawal of the "fly American" obligation for government civil servants. If, after twelve months, these negotiations are not conclusive, the first agreement could be repealed. See also bulletin 117.

---

## Social services of general interest

Following a number of rather heated debates within the internal market committee of the European Parliament, several amendments were made, on 8<sup>th</sup> May, to the report on the initiative concerning social services of general interest (SSGI) submitted by Bernadette Vergnaud (PSE, France). These amendments have led to the report "inviting the European Commission to submit to the Parliament a proposal reintroducing health services in the services directive and, a proposal to codify the case law of the Court of Justice on the patient's rights". Whereas it was at the request of the Parliament that social services were excluded from the services directive, this move has caused anger on the part of the rapporteur. It is also causing deep division within the EPP group some of whose deputies have made alliance with the liberal group deputies (ALDE) and that of the united left (UEN) to obtain this result. The Parliament is to make known its decision during the plenary session, on 24<sup>th</sup> May.

---

## Postal services

The European Economic and Social Committee (EESC) adopted, on 26<sup>th</sup> April, its opinion on the proposal for a Directive concerning the completion of the internal market in postal services in the EU. "the EESC deems that the arguments put forward by the Commission in support of its draft [for the total opening of the postal market by 1<sup>st</sup> January 2009] would not ensure the necessary degree of security for long-term financing of the universal service in all Member States". It asks "for an extension of the current directive and envisages a possible complete liberalisation of the postal sector by 1<sup>st</sup> January 2012, provided that plausible financing options, which represent an improvement on the reserved sector, will have been found by then, in close consultation with all those concerned".

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.